

# “Il faut un autre tax shift sur les bas salaires”

Entretien réalisé par  
François Mathieu

L'invité du week-end

Sur [lalibre.be](http://lalibre.be)

CEO DE L'UNION WALLONNE DES ENTREPRISES

## Olivier de Wasseige

“Il est urgent de réindustrialiser la Wallonie”

“La valeur travail se perd dans notre société”

Deux pans de l'interview d'Olivier de Wasseige à découvrir sur le site de “La Libre”.

**V**ous êtes dans un tunnel. Vous n'en connaissez pas la longueur. Et vous ne pouvez pas faire demi-tour.” Olivier de Wasseige n'a jamais caché que son cancer avait tenté de marquer l'année 2018 d'une pierre noire. Lui qui avait encore tant de choses à donner, à ses amis, à sa famille surtout, tant de choses à rendre à la société qui lui avait donné l'opportunité d'arborer fièrement, à 56 ans, un bilan qu'il juge modestement “satisfaisant”, la douche a été glaciale. Mais l'homme, optimiste patenté, s'est abreuvé de la chaleur des nombreux soutiens de son entourage pour sortir en trombe de ce foutu tunnel. Quatre mois. Lui qui avait une chance sur cinq de passer l'arme à gauche, a tenu la barre bien droit pour s'en sortir rapidement. “Le travail m'a aidé à libérer mon esprit. Sur les ondes de la RTBF, je me suis fait railler par un humoriste qui m'avait lancé que le patronat avait trouvé un nouveau remède contre le cancer: le travail.” Il a souri, Olivier de Was-

seige. Mais au plus profond de son être, la meilleure échappatoire qu'il ait pu trouver pour ne pas enfermer ses pensées dans ce tunnel, c'est effectivement le travail. Et qu'importent les railleries. “J'ai eu une chance incroyable de pouvoir programmer mon agenda en fonction des réactions de mon corps à la chimiothérapie. Il est aujourd'hui possible d'anticiper les jours où vous serez K. O. au fond de votre lit et les autres où vous pourrez travailler. Je pense tous les jours à ceux qui ont cette épée de Damoclès au-dessus de la tête en permanence.” La sienne, elle, s'est un peu éloignée. La rémission lui a donné des ailes. Et lui en a redonné d'autres... “Il est stressé. Il veut toujours bien faire”, confie un membre de son entourage. Un trait de caractère que le cancer n'a pas réussi à gommer. Les doutes qui habitent plus que jamais Olivier de Wasseige, sur la vie, “sur l'avenir des générations futures”, ont coloré son humanité. “Je ne peux pas imaginer qu'on ne puisse pas leur rendre la Wallonie meilleure...”

**Un gouvernement en affaires courantes, cela doit vous inquiéter. Quels dossiers qui pourraient être remis en cause vous tiennent le plus à cœur ?**

L'accord interprofessionnel est fondamental. On connaît la marge, maintenant (0,8 %, *NdlR*), et il faudra évidemment laisser faire la concertation sociale, mais on veut éviter un dérapage des salaires. Malgré le tax shift et tous les efforts qui ont été consentis par le gouvernement pour améliorer la compétitivité des entreprises, le point de vue salarial reste une préoccupation. Pourtant, la loi de 1996 sur ladite compétitivité qui protège les entreprises des sursauts salariaux a été aménagée...

**C'est le contexte conjoncturel qui vous fait peur ?**

Je me rends bien compte que cette marge, c'est aussi un outil de climat social apaisé, mais on a tendance à oublier qu'il y a une indexation automatique des salaires qui permet à ces derniers de coller aux coûts réels de la vie. On pourra toujours contester la manière dont les salaires sont indexés mais c'est une réalité: le pouvoir d'achat est ajusté régulièrement. Non, pour moi, le problème est ailleurs et il est simple: il faut un autre tax shift sur les bas salaires. Le gouvernement doit continuer à diminuer les charges sur les bas salaires parce que c'est là que le handicap de compétitivité est le plus important, tout comme il doit d'ailleurs

améliorer le “net en poche” de ces travailleurs pour éliminer ce qu'on appelle les pièges à l'emploi. C'est un vrai problème qui doit être entendu. Quand la Sonaca délocalise des activités en Roumanie, ce n'est pas pour le plaisir, c'est parce que cette activité lui coûte trop cher par rapport à la valeur ajoutée générée. Et je ne vous parle pas de l'énergie, qui pénalise aussi fortement notre compétitivité, surtout en Wallonie...

**Si, si, parlons-en...**

C'est un sujet sensible. Il se décline de deux façons. D'abord, il y a la sécurité d'approvisionnement. Il ne

faudrait pas que les prix soient trop dépendants de nos importations en France ou en Allemagne parce que nous payons déjà beaucoup plus cher notre énergie que les autres. Certes, cela avance enfin un peu sur le plan législatif en faveur de la transition énergétique mais pour l'instant, de nombreuses questions demeurent. On entend par exemple réduire les émissions de 55 % d'ici à 2030, par rapport à 2005, mais on ne sait toujours pas comment... Ensuite, les entreprises wallonnes paient leur électricité 15 % de plus qu'en Flandre. Il faut que cela change.

**Comment l'expliquez-vous ?**

Le problème n'est pas vraiment la matière première, ni même encore le coût du transport (via les GRD), à

peine supérieur au sud du pays. Le souci réside davantage dans les obligations de services publics, soit les taxes, les obligations de service public et le paiement du programme photovoltaïque. À cet égard, il n'est pas normal que la dette de plus de 2 milliards soit reportée partiellement sur les entreprises, alors que ce programme de subsidiation était destiné aux particuliers. Certes, il existe des accords de branche qui permettent pour les entreprises qui consomment beaucoup d'énergie d'avoir une réduction de cet impact (en échange d'efforts en termes de consommation), mais ces accords de branche doivent être prolongés très rapidement au-delà de 2020. En tout cas, les entreprises n'ont pas à être victimes d'une politique destinée aux citoyens, pas dans une mesure telle qu'elle génère un réel handicap de compétitivité. Alors qu'on se bat pour contenir les hausses salariales à hauteur de 2 %, on ramasse un surcoût de 15 % sur le plan énergétique. Vous savez que pour certaines PME dans le secteur de l'industrie, la facture énergétique équivaut à la masse salariale globale ? Je sais que le ministre actuel se bat pour prolonger ces accords de branche, et c'est très bien, mais l'enjeu est crucial. Comme il est urgent de réindustrialiser la Wallonie, cette question énergétique n'est pas anodine. Et compliquée sur le plan institutionnel...

**Vous plaideriez pour une refédéralisation de cette matière ?**

Non. On perdrait trop de temps et de salive pour des plans de refédéralisation qui n'auraient aucune chance d'aboutir. On a divorcé avec la Flandre. On a la garde des enfants et on doit vivre dans la même mai-

son. Ce n'est pas simple, mais pour y arriver, c'est par les organes de concertation et de coopération que cela doit passer. Ces organes doivent être maximisés pour que l'on ait des règles et des modes de fonctionnement quasi identiques sur les questions énergétiques, de climat et de mobilité. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous plaignons pour l'extension du prélèvement kilométrique, qui s'applique au fret, aux citoyens. Ils payent de toute façon déjà 2 cents au km via la taxe de roulage.

**“Il faut élargir la stratégie mise en place avec les pôles de compétitivité.”**

**Olivier de Wasseige**  
Directeur général de l'UWE

**Qu'est-ce qu'il manque fondamentalement à la Wallonie ?**

Avant tout des éco-systèmes qui permettent de rassembler les différents acteurs d'un même secteur d'activité.

C'est pour cela que j'étais favorable à l'arrivée d'Alibaba, parce que cela ouvrait la voie à un éco-système en matière de logistique. L'arrivée de Thunder Power à Charleroi, dans le même ordre d'idées, est une bonne chose parce qu'on va pouvoir développer un *cluster* pour les voitures autonomes. En gros, il faut donc élargir la stratégie mise en place dans le cadre des pôles de compétitivité pour qu'on ait des environnements économiques plus structurants...

## “Les jeunes ne savent plus lire un manuel d'utilisation”

**Vous allez bientôt déposer votre mémorandum...**

Je ne peux pas tout vous dévoiler mais l'une de nos exigences les plus importantes, au-delà de la poursuite du tax shift sur les bas salaires, a évidemment trait au sous-emploi. La problématique de l'adéquation sur le marché de l'emploi entre l'offre et la demande, qui s'explique de pas mal de façons... Le constat est là. Il y a en Belgique plus de 150 000 emplois vacants. Rien que pour la Wallonie, il y en a 30 000, soit 50 % de plus qu'il y a un an quand on a commencé à parler de ce problème de métiers en pénurie. C'est tout de même interpellant, surtout quand on sait qu'il y a 100 000 chômeurs chez nous. À la rigueur, je peux comprendre que la Flandre, avec un taux de chômage quasi incompressible de 3 %, ait autant d'emplois vacants. Mais en

Wallonie ? Le taux de chômage a certes baissé mais il reste élevé. Pourquoi donc ne parvient-on pas à mieux faire correspondre la demande à l'offre sur ce marché du travail ?

**Oui, pourquoi, on vous le demande...**

(*Soupirs et poing sur la table*). En matière d'enseignement, il y a un problème d'inadéquation entre les programmes et les besoins du marché. C'est aussi simple et dramatique que cela. On parle beaucoup du Pacte d'excellence, mais en attendant, on continue de sacrifier des générations entières, dont le parcours de formation n'évolue pas en fonction des besoins du marché. Et cela ne vaut pas seulement pour les métiers en pénurie. Savez-vous que la moyenne européenne des

gens qui décrochent un diplôme dans les filières "STEM" (*Sciences, Technologies, Engineering et Mathématiques, NdLR*) est de 24 %, contre 12 % dans le sud du pays. Un exemple parmi d'autres... Mais plus globalement, des efforts sont à faire dans les savoirs de base, ce qui passe donc par une bonne compréhension du français, pas seulement dans les matières plus scientifiques. On me dit souvent dans les entreprises qu'on n'est plus capable de lire un manuel d'utilisation. C'est interpellant. Mais il y a aussi beaucoup à faire dans les "soft skills" (le travail en équipe, arriver à l'heure, le respect de ses collègues, la responsabilisation...) et dans le "savoir-faire". Les jeunes doivent être plus rapidement orientés vers des stages, dans la formation en alternance, vers des filières techniques et professionnelles qu'on doit absolument revaloriser. Aujourd'hui encore, elles sont considérées comme des filières de relégation. Il y a cette culture ridicule qui perdure, et qui fait qu'aujourd'hui, trouver un électro-mécanicien relève de la gageure.

**On le sait, vous êtes remontés contre le Forem. Mais que lui imposeriez-vous ?**

Il faut une refonte du Forem, c'est évident. Oui, ces dernières semaines, on a eu maille à partir avec eux, et avec Marie-Christine Vanboeckstal, patronne du Forem, en particulier. J'affirme qu'ils n'accompagnent pas assez les demandeurs d'emploi, et elle me répond, via *La Libre*, que seules 3 % des offres pour des métiers en pénurie sont non satisfaites. Mais c'est faux, parce qu'elle les compare à l'ensemble des offres d'emploi. Mais si on se base sur leurs chiffres d'offres dans des

métiers en pénurie, 18 % sont non satisfaites. Une personne sur 5, donc... C'est beaucoup trop. C'est pour quoi j'affirme que former 10 000 personnes comme ils le font au Forem, ce n'est pas assez. Il en faudrait 15 000. Mais sans doute cela doit-il passer par un autre fonctionnement. Je plaide ainsi pour l'externalisation des bilans de compétences. Trop souvent, on s'en tient au déclaratif, mais cela fait perdre beaucoup de temps et d'argent à tout le monde de se rendre compte que se dire électricien ne peut pas se baser sur le fait d'avoir changé une ampoule dans sa vie... Il faut aussi une révision de la gouvernance dans cet outil public. De nouveau, Marie-Christine Vanboeckstal rappelle que l'Union wallonne des entreprises est au comité de gestion du Forem. C'est vrai, pour la veille sur le respect du contrat de gestion, mais ce n'est pas pour autant que nous avons réellement notre mot à dire. C'est le management du Forem qui prend les décisions. Enfin bref, il faut une meilleure traçabilité des demandeurs d'emploi, une simplification des structures, des indicateurs qui soient mieux suivis...

***“Le Forem doit pouvoir être capable de former 15 000 personnes par an aux métiers en pénurie.”***